Texte de réflexion

Il est évident que l’une des spécificités louables de l’ASSÉ est son rôle « combatif », axé sur la poursuite d’objectifs offensifs telle que la mise en place d’une opposition solide contre les politiques néolibérales dirigées sur l’éducation que nous souhaitons. Cet aspect de notre organisation, bien qu’ayant rarement été lésiné, souffre à notre avis de quelques lacunes qu’il faut aujourd’hui mettre en lumière.

L’instauration d’un rapport de force passe par ce que nous appelons la « mobilisation », et la pratique de la mobilisation se fait aujourd’hui de manière presque mécanique au sein de l’ASSÉ et de ses associations membres (impression et distribution de matériel d’information, discussion de personne à personne, réalisation d’activités thématiques et d’actions symboliques, etc.) Cette mécanisation entraîne un danger : la mobilisation tend, de nos jours, à être instrumentalisée pour acquérir des gains ponctuels et contextuels plutôt que pour créer une véritable opposition, solide, réfléchie et - dans la mesure du possible - permanente à l’idéologie dominante et aux pratiques qui la maintiennent. C’est pourquoi nous croyons pertinent de redéfinir les principaux objectifs de la mobilisation et, dans cette optique, de repenser les types de mesures qui doivent être prises pour la réorienter.

L’objectif premier de la mobilisation, nous pensons, doit être de faire exister le plus sérieusement possible la résistance. En ce sens, son but est double : elle doit d’une part créer un rapport de force efficace, mais d’abord et avant tout construire un discours (ou un « contre-discours ») solidement implanté dans la communauté étudiante.

# La création d’un rapport de force : rétrospective

Un exemple paradigmatique des stratégies efficaces de mobilisation est sans aucun doute le plan mis en branle par l’ASSÉ vers 2010 pour atteindre la grève générale illimitée du printemps dernier. Une rigueur planificatrice sans précédent, motivée par l’ « échec de 2007 », et aidée par une arrogance démesurée du gouvernement, se cache en effet derrière l’éclosion de ce mouvement historique qui nous a toutes et tous fait rêver, l’espace d’un instant, à une révolution (entendre, dans certains cas, une « révolution » on ne peut plus réformiste, soit l’élection de QS ou simplement la démission du gouvernement Charest). Avant la formation de la CLASSE, la stratégie s’est principalement séparée en deux axes : il fallait convaincre la population étudiante que la hausse existait et qu’elle était une mauvaise chose, et ensuite que la grève était le seul moyen de l’éviter. La partie information se divisait elle-même en deux grands arguments : 1) la hausse est nuisible (pour l’accessibilité aux études), et 2) elle est évitable (car, d’une part, les universités ne sont pas véritablement sous-financées et, d’autre part, l’État peut aisément trouver ailleurs de l’argent pour compenser ce manque que nous souhaitons éviter aux étudiants et étudiantes de combler). Le pamphlet « 8 mythes sur la hausse des frais de scolarité » de l’IRIS condense à merveille l’essentiel de cet argumentaire. Le deuxième volet de la stratégie de mobilisation pré-CLASSE consistait à convaincre un maximum d’associations étudiantes que la grève était le *bon* moyen d’arriver à nos fins. Pour ce faire, il fallait d’abord démontrer que les autres moyens étaient inefficaces. Or, au lieu de s’évertuer à démolir les argumentaires en faveur des pétitions, défilés et autres mascarades, nous avons choisi de les utiliser l’un après l’autre, en faisant ainsi d’une pierre trois coups : nous avons ainsi créé des réseaux militants forts utiles, sensibilisé la population à travers la fenêtre médiatique qui couvrait ces événements et justifié, au moment ultime, la grève comme « dernier moyen restant ». Mais ce n’était pas suffisant : il nous fallait aussi prouver que la grève était en elle-même un moyen efficace – les arguments de nature historique étant ceux qui ont été le plus souvent utilisés pour cette tâche. Pour finir, nous devions installer bien profondément dans la tête des gens, encore une fois grâce à des exemples historiques, que la grève n’était pas *dangereuse* - en d’autres termes, qu’il n’y aurait pas d’ « annulation de session » (cet argument a connu - soulignons-le - une mort honorable lors de l’été 2012). C’est sans aucun doute le document « Questions et réponses sur la GGI » qui résume le mieux cet aspect de la dernière mobilisation.

# Les dérives d’une telle construction de discours

La méthode que nous venons d’exposer est particulièrement intéressante lorsque l’on observe son rapport à l’idéologie dominante. Cette dernière est dangereuse principalement parce qu’elle est *intériorisée*, et ce même chez la jeunesse qui « rêve à un monde plus juste ». Nous le voyons fréquemment lorsque nous « mobbons » : les arguments en faveur de la gratuité scolaire, de la mise en place de mesures féministes ou de la destruction de l’économie du savoir rencontrent des objections telles que « rien n’est gratuit » (ou « qui va payer? »), « mon diplôme ne vaudra rien » ou « les femmes ont déjà les mêmes droits que les hommes ». Une immense partie de notre travail consiste alors à démontrer à nos interlocuteurs et interlocutrices que la logique même de ces objections peut étayer nos propres propos, justifier nos propres positions. Nous prouvons, par exemple, que d’importantes sommes d’argent dormant dans des sphères obscures du monde pourraient servir à financer nos projets de société; que les critères déterminant la valeur de nos diplômes ne sont eux-mêmes pas très objectifs, soumis à des intérêts particuliers, etc. En gros, nous disons : « notre société gère mal son capitalisme, et si elle le gérait comme on le lui propose, les injustices sociales se dissiperaient. » Or, cette situation crée un double problème : premièrement, elle force sournoisement une hypocrisie de la part des personnes se dévouant à la mobilisation (la plupart d’entre elles étant souvent anticapitalistes); deuxièmement, elle empêche quelque peu que soient jetées les bases d’un véritable débat de société. Permette-nous de nous expliquer : si les grandes campagnes de mobilisation de l’ASSÉ (en particulier, la dernière) ont permis de répandre rapidement et largement dans la communauté étudiante des idées telles qu’ « il ne faut pas de hausse », il n’en reste pas moins qu’une partie importante des personnes qui ont adhéré à ces mouvements sont foncièrement contre l’idée de poursuivre la lutte, et, comme on l’a entendu si souvent dans le milieu ces derniers mois, confessent qu’« il nous faut tout reprendre à zéro ». Nous faudrait-il tout recommencer parce que les mentalités n’ont pas changé, ou si peu? Et si les mentalités n’avaient pas changé parce que nous nous sommes évertué-e-s à *convaincre* les individus que nos objectifs étaient à la fois louables et réalisables au lieu de leur *permettre de réaliser* que notre société est beaucoup plus fondamentalement injuste, que la lutte devrait nécessairement durer bien plus longtemps?

La création et l’intériorisation d’un discours sont donc d’une importance cruciale pour le maintien et l’élargissement de la culture militante. Plus cruciale encore est le vécu quotidien des injustices de notre monde. Toutefois, la plupart des militantes et militants étant issu-e-s de la classe moyenne, cette expérience n’est que rarement antérieure à la militance elle-même. C’est bien souvent, en fait, lors du profilage politique et des pratiques qui le définissent que ce type de vécu prend forme. Or, la pratique du politique - et c’est là notre prochain point - est elle aussi abordée de manière problématique par notre organisation.

# Sur les actions

L’ASSÉ organise et encourage généralement deux types d’actions : les actions de *visibilité* et les actions de *perturbation*. Les premières ont pour but, en plus de créer ou maintenir une « vie militante », d’informer la population de nos revendications, de nous faire exister sur l’espace public, et de « prévenir » nos opposants de notre indignation et ce qui pourrait s’ensuivre. Les deuxièmes ont exactement les mêmes caractéristiques que les premières, mais viennent en plus faire concrètement chier 1) soit nos ennemis politiques, 2) soit des organisations ou des individus qui ne sont pas forcément hostiles à notre cause, mais qui seront forcés de considérer notre existence dans la mesure où elle affecte leur quotidien (les blocages de ponts ou d’autoroutes en sont de bons exemples). C’est bien souvent la première condition d’une « crise sociale ».

Si les actions de visibilité bénéficient généralement d’un soutient (ou d’une tolérance) presque unanime, la CLASSE elle-même a entretenu un rapport particulièrement étrange avec les actions de perturbation. L’ambigüité est la suivante : d’un côté ces actions *servent* le mouvement étudiant en ce qu’elles acculent le gouvernement au pied du mur (par la menace de la création progressive d’une crise sociale), de l’autre elles apparaissent comme nuisibles en ce qu’elles minent la respectabilité du mouvement (« on est ben pour eux mais s’ils commencent à faire chier l’peuple… ») et menacent ainsi l’organisation de la perte de l’appui populaire, ce qui, à terme, pourrait se solder par une victoire « démocratique » du gouvernement. Les positions officielles floues qui ont émergé de cette dichotomie (dissociation/non-condamnation/semi-encouragement/dénonciation partielle de la violence/etc.) sont symptomatiques non seulement des tensions internes les plus importantes de l’ASSÉ, mais aussi et surtout d’une incapacité flagrante à définir ce que nous voulons être, véritablement, aux yeux des autres et à nos propres yeux (d’une incapacité à définir « qu’est-ce que ‘gagner’ » diront certains et certaines).

Ces paradoxes, tant dans les méthodes de mobilisation que dans l’attitude à adopter face à la pratique de la résistance, proviennent à notre avis du rôle démesurément prépondérant que se sont vu donner la *stratégie* et la *gestion*. Qu’on ne s’y méprenne pas : la stratégie et la gestion sont des aspects importants, voire essentiels, des activités de l’ASSÉ, mais elles deviennent nuisibles dès lors qu’elles ne sont plus subordonnées aux principes fondateurs de notre association, dès lors qu’elles deviennent elles-mêmes déterminantes de ces principes. Si l’ASSÉ est probablement, aujourd’hui, l’organisation d’extrême-gauche la plus influente au Québec, elle ne peut se permettre de travestir ses principes, non seulement parce qu’elle participera elle-même, si tel est le cas, à la marginalisation d’un véritable contre-discours maintenant devenu nécessaire dans notre bel occident, mais aussi parce qu’elle s’acharnera sans cesse à faire du « *patchwork* » en bout de ligne stérile et dangereusement récupérable.

# Recommandations

Cette critique de l’imagisme et du réformisme n’est pas la première en son genre. De nombreuses attaques ont déjà été menées contre ces attitudes, et ce, avant, pendant, et après la grève. Une objection souvent retenue contre celles-ci est la suivante : « Nous n’avions pas le choix » ou « Nous sommes sincèrement d’accord avec toutes ces belles idées radicales mais le contexte actuel ne nous permettait pas d’agir autrement ». En un certain sens, ces réponses sont vraies. Bien que plusieurs élu-e-s et stratèges aient, nous nous devons de le rappeler, adopté une attitude sans contredit merdique ces dernières années, il est indubitable que les problèmes que nous avons mis en lumière sont principalement structurels. C’est pourquoi nous faisons ici une liste de recommandations, précisément structurelles, qui devraient permettre de diminuer l’ampleur de ces contradictions si elles sont considérées à bon escient.

## Concernant la mobilisation

Le comité de mobilisation de l’ASSÉ, étant tout compte fait, dans sa définition, l’organe ayant pour devoir principal de construire une réelle résistance, doit connaitre de grands changements. Nous recommandons que ses mandats soient plus clairement définis et le forcent à réaliser la double tâche que nous lui avons conférée plus haut (installer un contre-discours réel et mettre sur pied un rapport de force efficace).

Dans un premier temps, il serait pertinent qu’un des mandats principaux de ce comité soit de faire adopter les importantes positions de principes dans les différentes associations étudiantes (membres ou non) du Québec. La mise en application d’un tel mandat aurait deux avantages : 1) elle permettrait que les travaux de mobilisation plus ponctuels commencent à une étape passablement avancée du processus (si toute la communauté étudiante connaît les sommes d’argent public perdues par les mesures néolibérales de l’État, nous pouvons économiser plusieurs mois de campagne d’information tous les trois, quatre ans, par exemple), et 2) elle nécessiterait, pour que ces mandats soient adoptés, que d’importants débats soient tenus dans une quantité non négligeable d’assemblées générales, ce qui forcerait beaucoup d’étudiants à prendre sérieusement connaissance des dossiers qui les concernent et même des dynamiques sous-jacentes aux questions sur la table.

Le comité devrait également avoir comme priorité d’aider à la création et à la solidification de comités de mobilisation locaux, ainsi que d’en assurer la pérennité. Cette mesure aurait elle aussi deux avantages : 1) elle permettrait qu’une bonne partie du travail politique soit assurée localement, et diminuerait ainsi les dépenses d’énergie liées aux interminables tournées; et 2) elle encouragerait une prise en charge du politique au local qui faciliterait la décentralisation tant critiquée de l’ASSÉ, ce qui, à notre avis, ne pourrait qu’enrichir les différents débats à l’intérieur et à l’extérieur des congrès.

## Luttes au local et côté *sexy* de la mob

Un autre mandat important qui devrait être explicitement donné au comité de mobilisation concerne l’aide à apporter aux associations étudiantes et comités de mobilisations qui mènent des luttes particulières. Donner des conseils stratégiques, fournir du matériel et envoyer de la main d’œuvre sont des exemples d’aide qui pourraient favoriser significativement l’atteinte des objectifs locaux en plus de bien resserrer les liens entre les différentes associations. La solidarité est, ne l’oublions pas, un principe à ce point important de notre association qu’il a même droit à une lettre dans notre acronyme.

## Sur les mandats de principes et leur dérive stratégiste

L’un des problèmes de la mobilisation, nous l’avons vu, est le fait que les principes de notre association sont souvent détournés - voire non respectés - et ceci pour des considérations la plupart du temps purement stratégistes. Notre structure de démocratie directe est censée favoriser les prises de décisions « par la base ». Elle ne permet toutefois pas que soit assuré de manière efficace un respect sérieux de ces décisions par le *top*. La dernière grève nous a d’ailleurs montré que de nombreux organes et individus pouvaient s’accorder une importante liberté dans leurs actions et que celle-ci ne pouvait que difficilement être restreinte. Il existe pourtant une stratégie appelée « motion de blâme » (ou « gros nuage »), qui, théoriquement, sert à rappeler à l’ordre nos élu-e-s. Mais le problème réside en ce qu’il n’est particulièrement pas aisé d’aller se munir de mandats d’assemblée générale pour en apporter ou en appuyer une au congrès. La recommandation est donc la suivante : que les délégations puissent décider elles-mêmes en congrès si un mandat de congrès a été outrepassé et que, si tel est le cas, elles puissent par elles-mêmes voter une motion de blâme qui affecterait les organes ou les individus responsables de cet écart.